



iFi-LATINECO

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE LATINO-AMÉRICAINE

Mars 2010



iFi-LATINECO

11 rue Tronchet - F-75008 PARIS

Tél. : +33 (0) 1 47 42 23 05 | Fax : +33 (0) 1 40 06 90 79 | ifi-info@latineco.com

www.latineco.com

SOMMAIRE

AMÉRIQUE LATINE	4
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	4
La vision de la BANQUE MONDIALE.....	4
... et de la FONDATION GETÚLIO VARGAS	4
Le bilan 2009 des <i>remesas</i>	4
ARGENTINE	5
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	6
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	7
Recettes publiques : où trouver l'argent ?	7
Inflation à surveiller comme le lait sur le feu	7
Commerce extérieur : le déficit se creuse avec le Brésil	8
Quelles sont les préoccupations des entreprises ?.....	8
BRÉSIL	9
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	10
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	11
Dilma ROUSSEFF lancée	11
Industrie : une confiance presque record	11
Chômage : du mieux dans les métropoles	11
La classe moyenne désormais majoritaire	12
La brésilienne peu portée sur l'épargne	12
CHILI	13
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	14
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	15
Une présidence sous le signe de la reconstruction	15
Tremblement de terre : l'impact économique en chiffres	15
Hausse de la dette externe	16
COLOMBIE	17
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	18
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	19
Politique : les choses s'accélèrent	19
2009 : une production industrielle encore en baisse	19
Les exportations débutent bien l'année	19
MEXIQUE	21

<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	22
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	23
Narcotrafic : un virage social ?.....	23
État du chômage	23
PIB en baisse	24
URUGUAY	25
<i>INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES</i>	26
<i>ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</i>	27
Les priorités de la présidence MUJICA	27
Coup de frein pour les <i>remesas</i>	27
Bon premier bimestre pour le commerce extérieur.....	27
Dépenses publiques en augmentation.....	28

AMÉRIQUE LATINE

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

La vision de la BANQUE MONDIALE...

Selon Pamela Cox, vice-présidente de l'organisation, bien que l'Amérique latine ait résisté à la crise mieux que prévu, le continent devrait cependant accentuer ses investissements en éducation et en infrastructures, en plus de diminuer sa dépendance aux exportations de matières premières.

Parallèlement, Mme Cox conseille aux gouvernements de la région d'éviter de tomber dans la tentation de se servir des réserves en vue de stabiliser leur monnaie, une allusion directe au projet de l'exécutif argentin. Selon elle, ce ne serait pas des signaux corrects dans l'optique d'une économie efficace.

... et de la FONDATION GETÚLIO VARGAS

L'étude réalisée par l'institution brésilienne et l'allemand IFO signale que l'Amérique latine serait en train de consolider son rythme de reprise.

Selon le document, parmi les 11 pays suivis, l'Argentine, le Brésil, le Chili (avant le tremblement de terre), le Pérou et l'Uruguay se trouvent actuellement dans une phase d'expansion économique tandis que la Bolivie, la Colombie, le Mexique, le Paraguay et l'Équateur se trouvent en situation de reprise économique. Le seul pays en situation de récession est le Venezuela.

Le bilan 2009 des remesas

La Banque interaméricaine de développement a estimé que le montant total des flux financiers des expatriés latino-américains vers leur pays d'origine (*remesas*) s'est chiffré l'an dernier à près de **58 milliards de dollars**, soit **15%** de moins qu'en 2008.

Sur ce chiffre, les *remesas* mexicaines représentent à elles seules **21,1 milliards de dollars** (36,4% du total), chiffre en variation interannuelle de **-16%**.

PS : entre 2008 et 2009, le montant des *remesas* vers le Brésil et l'Amérique centrale ont baissé respectivement de 20% et 9%.

ARGENTINE



FICHE PAYS

Nom officiel República Argentina

Superficie 2 791 810 km²

Population 41M d'hab.

Densité de population 14,69 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Buenos Aires - 3,1M d'hab. (Agglo. : 13,5M d'hab.)

Villes principales

Córdoba - 1,4M d'hab.

Rosario - 1M d'hab.

Mendoza - 870 000 hab.

Régime politique République fédérale (23 provinces + Capitale fédérale)

Chef d'État Cristina Elisabet Fernández de Kirchner (2008-2012)

Monnaie Peso (ARS)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

ARGENTINE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		266,3	263,6	272,3
PIB (Δ %)		5,0	-1,0	3,3
PIB/hab. (\$)		6 759	6 584	6 641
Taux d'intérêt court* (%)		11,5	9,5	9,5
Taux d'inflation (Δ %)		22,0**	15,0**	16,0**
Taux de chômage* (%)		9,8	11,5	8,3
Solde commercial (Md\$)		13,18	17,29	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		48,9	46,1	47,0
Dettes extérieures* (Md\$)		127,3	128,1	123,8
Taux de change (ARS) au 31/12	/USD	3,45	3,80	
	/EUR	4,92	5,46	

*Dernière donnée connue | **Calcul réel non-officiel

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
25,8	63,5	10,7

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

ARGENTINE

Recettes publiques : où trouver l'argent ?

Pour que deux millions d'argentins puissent toucher leur pension en ayant cotisé de façon insuffisante et que 9,5 millions de foyers puissent régler une facture d'électricité subventionnée par l'État, la dépense publique a dû augmenter en 2009, mais sans que les recettes fiscales aient crû elles aussi. Dans le même temps, l'excédent de la balance du commerce extérieur a accusé une forte réduction.

C'est dans ce contexte que le gouvernement cherche un financement dans le seul endroit qui dispose de fonds : les réserves de la Banque centrale (BC), tactique à l'origine d'un imbroglio institutionnel.

Selon une étude, dans l'hypothèse où le gouvernement parvient à recevoir 6,57 milliards de dollars de la BC, il lui faudrait encore trouver près de 5 milliards de dollars supplémentaires pour couvrir ses besoins. Pour y parvenir, le gouvernement devrait réduire l'investissement public, entre autres.

PS : le déficit fiscal en pourcentage du PIB pourrait atteindre 1,2% en 2010 contre 0,6% en 2009, année du premier déficit depuis 2002.

Inflation à surveiller comme le lait sur le feu

Selon des estimations privées, en février dernier, les prix des aliments ont doublé le niveau de l'inflation globale du mois en atteignant autour de 2% (les estimations officielles l'établiront probablement à environ 1%). En province, le taux d'inflation a oscillé entre 0,8% (province d'Entre Ríos) et 2,5% (province de Misiones).

Cette hausse de février est la plus forte des huit dernières années.

Dans le mois, les hausses des produits qui composent le panier alimentaire ont oscillé entre 3,5% et 8,5% avec une accélération de la hausse constatée au cours de la dernière semaine de février. Par ailleurs, selon l'INDEC, l'organisme officiel de statistiques, le quart des habitants de Buenos Aires n'auraient pas les moyens d'acheter le panier alimentaire de base.

Notons enfin que cette hausse est atypique pour un mois de février, période de soldes d'été austral, de baisses des prix pour cause de fin de la saison touristique, etc.

PS : depuis fin 2001 et février 2010, les prix des marques « leaders » ont bondi de 370,42% (+38,96% entre février 2009 et février 2010).

Commerce extérieur : le déficit se creuse avec le Brésil

En février, le pays a enregistré **154 millions de dollars** de déficit commercial avec son voisin brésilien, totalisant **200 millions de dollars** depuis janvier, soit **214%** de plus qu'au cours de la même période de 2009.

PS : l'Argentine capte plus de **9%** du total des exportations brésiliennes, se situant troisième sur ce critère derrière les États-Unis et la Chine.

Quelles sont les préoccupations des entreprises ?

Selon l'**International Business Report**, les dirigeants des entreprises argentines sont préoccupés en premier lieu par le manque de confiance du gouvernement, puis par la corruption et enfin par le fait de devoir licencier (au cours des douze derniers mois 13% des entreprises argentines ont procédé à des licenciements).

BRÉSIL



FICHE PAYS

Nom officiel República Federativa do Brasil

Superficie 8 511 965 km²

Population 199M d'hab.

Densité de population 23,38 hab./km²

Langue officielle Portugais

Capitale Brasília - 2,4M d'hab.

Villes principales

São Paulo - 11M d'hab. (Agglo. : 19,7M d'hab.)

Rio de Janeiro - 6,14M d'hab. (Agglo. : 11,4M d'hab.)

Salvador - 2,9M d'hab. (Agglo. : 3,6M d'hab.)

Belo Horizonte - 2,4M d'hab. (Agglo. : 5M d'hab.)

Régime politique République fédérale (26 États + District fédéral)

Chef d'État Luiz Inácio Lula da Silva (2007-2010)

Monnaie Réal (BRL)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

BRÉSIL		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 418,9	1 421,7	1 498,5
PIB (Δ %)		5,1	0,2	5,4
PIB/hab. (\$)		7 462	7 144	7 530
Taux d'intérêt court* (%)		13,75	8,75	8,75
Taux d'inflation (Δ %)		6,2	4,31	4,9
Taux de chômage* (%)		7,8	8,1	7,2
Solde commercial (Md\$)		24,7	24,6	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		200,0	231,5	239,1
Dettes extérieures* (Md\$)		212,9	204,0	202,5
Taux de change (BRL) au 31/12	/USD	2,18	1,74	
	/EUR	3,28	2,46	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
27,0	66,8	6,2

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

BRÉSIL

Dilma ROUSSEFF lancée

Le principal événement politique des dernières semaines a été la désignation de **Dilma Rousseff** comme candidate du **Parti des travailleurs** pour l'élection présidentielle du 3 octobre prochain. Rappelons que Mme Rousseff, économiste de 62 ans et ancienne guérillera, est actuellement *Ministra-chefe da Casa Civil*, c'est-à-dire secrétaire générale du gouvernement, bras droit du président **Lula**. Elle a également occupé le poste de ministre des Mines et de l'Énergie entre 2003 et 2005, mais n'a jamais brigué de poste électif jusqu'alors. Rappelons que les sondages la donnent perdante face à son rival **José Serra**, gouverneur du puissant État de São Paulo.

PS : l'actuel ministre de la Défense **Nelson Jobim** a déclaré avoir présenté sa démission fin décembre dernier à la suite de l'annonce de la création d'une commission d'enquête sur les crimes commis durant la période dictatoriale 1964-1985. M. Jobim s'était alors déclaré opposé à cette initiative.

Industrie : une confiance presque record

Entre janvier et février derniers, l'Indice de confiance de l'industrie (ICI) calculé par la **Fondation Getúlio Vargas (FGV)** a crû de près de 2% (13^{ème} hausse mensuelle consécutive) à **115,8 points** sur 200.

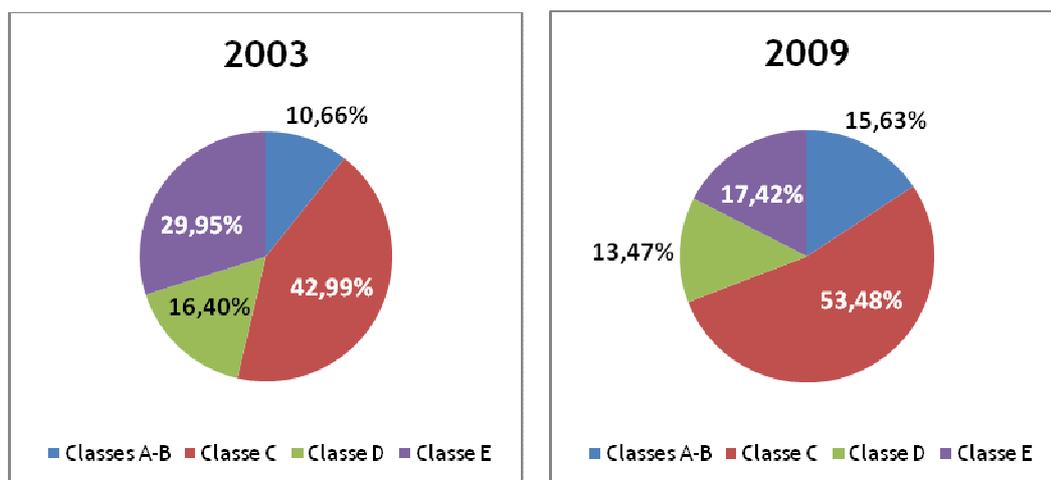
Depuis 1995, année de début du calcul de l'ICI, seuls les mois de novembre 2007 (116,9 points) et décembre 2007 (116,0 points) ont fait mieux.

PS : en janvier dernier, le Brésil a été le pays qui présente l'indice de climat économique (calculé par FGV/Ifo) le plus élevé d'Amérique latine à **7,8 points**.

Chômage : du mieux dans les métropoles

Le taux de chômage calculé par le **DIEESE** et la **Fondation Seade** dans six des principales métropoles du pays a atteint **12,6%** en janvier dernier, soit le taux le plus bas pour un mois de janvier depuis 1998, et inférieur de 0,5 point à celui de janvier 2009. Parmi les six métropoles étudiées dans le premier mois de cette année, Salvador compte le taux le plus fort (17,7%) et Belo Horizonte le plus faible (9,6%).

La classe moyenne désormais majoritaire



Classes socio-économique A-B : revenu mensuel supérieur à 2 688 dollars

Classe C : revenu mensuel compris entre 623 et 2 688 dollars

Classe D : revenu mensuel compris entre 450 et 622 dollars

Classe E : revenu mensuel inférieur à 450 dollars.

La brésilienne peu portée sur l'épargne

D'après une étude, 54% des femmes au Brésil n'épargnent pas ou peu. À l'inverse, elles seraient seulement 4% à mettre de côté au moins un tiers de leurs revenus. Par ailleurs, près de 7 brésiliennes sur 10 dont le revenu mensuel est inférieur à 1 500 *reais* (environ 840 dollars) n'épargnent pas ou peu. Pour celles dont le revenu mensuel est supérieur à 5 000 *reais* (environ 2 800 dollars), la proportion tombe à 43,2%.

Enfin, l'étude montre que sur l'ensemble des brésiliennes qui épargnent effectivement, 28% mettent de côté un montant variable, 27% épargnent un montant fixe, 22% calculent leur montant à épargner avant d'effectuer les dépenses, 17% épargnent ce qui leur reste après dépenses et 6% épargnent seulement lorsqu'elles obtiennent une hausse exceptionnelle de leurs revenus (augmentation salariale, etc.).

CHILI



FICHE PAYS

Nom officiel República de Chile

Superficie 756 626 km²

Population 16,6M d'hab.

Densité de population 21,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santiago - 4,9M d'hab.

Villes principales

Valparaíso - 300 000 hab. (Agglo. : 803 683 hab.)

Concepción - 216 061 hab. (Agglo. : 666 381 hab.)

Régime politique République

Chef d'État Miguel Juan Sebastián Piñera Echenique (2010-2014)

Monnaie Peso (CLP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

CHILI		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		140,5	138,4	144,9
PIB (Δ %)		3,6	-1,5	4,7
PIB/hab. (\$)		8 464	8 380	8 729
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	0,5	0,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,1	-1,4	1,9
Taux de chômage* (%)		7,8	9,7	8,6
Solde commercial (Md\$)		8,85	13,32	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		24,09	22,8	26,0
Dettes extérieures* (Md\$)		51,69	71,2	68,9
Taux de change (CLP) au 31/12	/USD	630,3	507	
	/EUR	914,8	716	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
23,6	67,6	8,8

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

CHILI

Une présidence sous le signe de la reconstruction

Le 10 mars dernier a eu lieu devant le Congrès national siégeant à Valparaíso la prise du pouvoir de **Sebastián Piñera** comme président de la République, le 5^{ème} depuis la fin de l'ère **Pinochet**. M. Piñera a donc reçu l'écharpe présidentielle tricolore jusque là portée par **Michelle Bachelet**, qui quitte le pouvoir auréolée d'une popularité au sommet, et dans un contexte pesant alors que le pays a été touché par un violent tremblement de terre et un tsunami quelques jours plus tôt.

Alors que les dégâts liés à cette catastrophe se chiffrent en milliards (voir p. 28), c'est l'ensemble du programme économique et social du nouveau président qui se retrouve chamboulé par cet événement, la priorité allant désormais à la reconstruction du centre du pays, et en particulier la région de Concepción.

Enfin, notons tout de même que l'économie chilienne n'est pas aux abois : le secteur minier cuprifère au nord, et le secteur maritime au sud (pêche, mytiliculture, etc.), deux des principaux moteurs économiques du pays, n'ont pas été trop touchés par le séisme.

Tremblement de terre : l'impact économique en chiffres

Le tremblement de terre du 27 février dans le centre, ainsi que le tsunami qui s'en est suivi, marque un coup d'arrêt dans l'ascension économique du pays, dont l'un des symboles les plus forts a été son entrée récente au sein de l'OCDE.

Au-delà des drames humains (des centaines de morts et des centaines de milliers de sinistrés), les dégâts matériels engendrés par le séisme se chiffrent à **30 milliards de dollars**, soit environ **15%** du PIB. Selon la présidente **Michelle Bachelet**, la reconstruction des régions affectées prendra entre trois et quatre ans. À titre d'exemple, la réparation d'urgence des infrastructures routières coûterait plus de **141 millions de dollars**.

Mais à quelque chose, malheur est bon. En effet, cette catastrophe représente une opportunité pour les groupes et les sociétés de BTP, des infrastructures et de l'immobilier, comme ce fût le cas au Pérou lors du tremblement de terre de 2007.

PS : selon les experts, il faudra entre six mois et un an pour que l'économie chilienne retrouve son niveau de production antérieure au séisme.

Hausse de la dette externe

Entre décembre 2008 et décembre 2009, le montant de la dette externe nationale a connu une augmentation de 14,4% à plus de **74 milliards de dollars**.

Sur ce montant, l'endettement extérieur des entreprises privées s'élève 50 milliards de dollars, en hausse de 13,64%. Quant aux banques, leur dette externe totale a crû de près de 18% à 15,53 milliards de dollars.

COLOMBIE



FICHE PAYS

Nom officiel República de Colombia

Superficie 1 141 748 km²

Population 45,6M d'hab.

Densité de population 39,94 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Santa Fe de Bogotá - 6,8M d'hab. (Agglo. : 8M d'hab.)

Villes principales

Medellín - 3,5M d'hab.

Santiago de Cali - 2,6M d'hab.

Barranquilla - 1,7M d'hab.

Régime politique République

Chef d'État Álvaro Uribe Vélez (2006-2010)

Monnaie Peso (COP)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

COLOMBIE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		176,7	177,2	181,6
PIB (Δ %)		2,5	0,3	2,5
PIB/hab. (\$)		4 210	3 886	3 982
Taux d'intérêt court* (%)		10,0	3,5	3,5
Taux d'inflation (Δ %)		7,67	2,0	3,8
Taux de chômage* (%)		10,1	11,5	14,6
Solde commercial (Md\$)		-5,0	1,67	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		23,12	23,12	23,12
Dettes extérieures* (Md\$)		45,85	49,0	53,3
Taux de change (COP) au 31/12	/USD	2 194	2 044	
	/EUR	3 227	2 908	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,4	65,1	5,5

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

COLOMBIE

Politique : les choses s'accélèrent

Jusqu'à cet été, l'actualité politique colombienne va connaître un rythme plus soutenu que d'habitude. Tout d'abord, au sujet de la « saga » du référendum réélectif, le dernier épisode a enfin eu lieu avec l'invalidation par la Cour constitutionnelle de la loi instaurant ce même référendum, mettant ainsi fin à un possible troisième mandat présidentiel d'**Álvaro Uribe**. Cet événement éclairci véritablement le paysage politique local en vue de la présidentielle du 30 mai prochain, en mettant notamment **Juan Manuel Santos**, ancien ministre de la Défense nationale, dans la course au poste suprême.

Autre événement dont on peut tirer des enseignements substantiels : les résultats des élections législatives de dimanche 14 mars dernier. À retenir la victoire de la coalition de droite menée par la **Parti social d'unité nationale** (*La U*, droite « uribiste ») qui garde la majorité dans les deux chambres du Congrès. On note également un recul des indépendants et du **Pôle démocratique alternatif** (gauche). Le scrutin a donc été un plébiscite pour le Président et sa politique, et ce alors même qu'il devra laisser les rênes du pouvoir dans quelques mois.

2009 : une production industrielle encore en baisse

Les statistiques officielles du **Département administratif national de statistique** (DANE) ont enregistré un recul de **5,3%** de l'activité industrielle hors café du pays en 2009, une chute plus sévère que celle de 2008 (-3,4%).

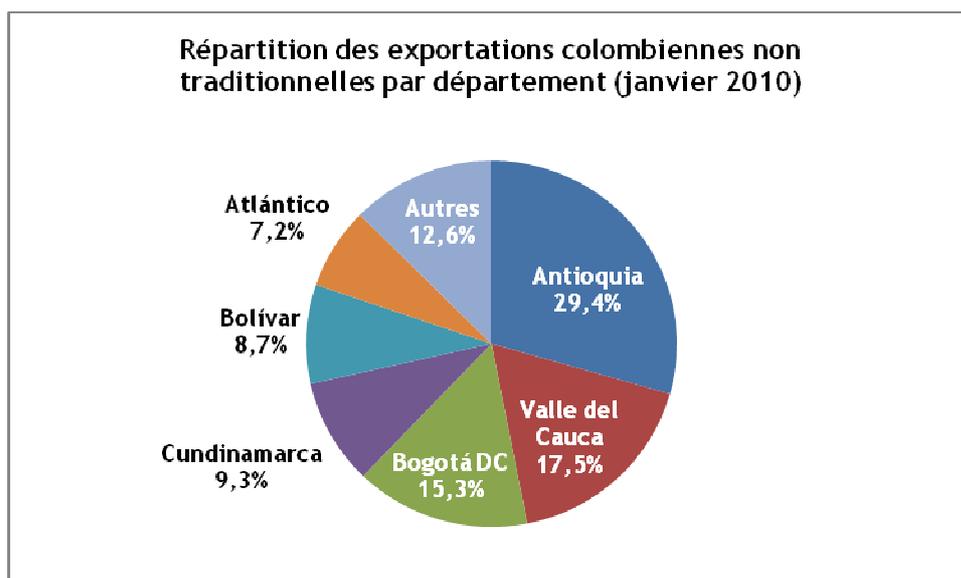
Les baisses les plus importantes sont à mettre au compte de l'industrie automobile (-30,2%) ainsi que de la sidérurgie (-17,5%).

Cependant, dans ce marasme, certains segments industriels ont réussi à avoir un taux d'activité positif l'an dernier, comme ceux du sucre, des métaux précieux et non ferreux ainsi que des boissons.

Les exportations débutent bien l'année

Au cours du mois de janvier dernier, le montant total des exportations du pays se sont chiffrées à **2,91 milliards de dollars**, en hausse de **15,3%** comparé à janvier 2008. Tandis que les envois dits non traditionnels ont baissé de **8,7%** dans le mois à **1,01**

milliard de dollars, les envois traditionnels ont augmenté de 34,2% à 1,9 milliard de dollars (+138,7% pour les exportations de pétrole et dérivés).



PS : en janvier 2010, les exportations colombiennes vers le marché US ont crû de **82,3%** en variation interannuelle, grâce notamment aux envois d'hydrocarbures et assimilés (+111,3%).

MEXIQUE



FICHE PAYS

Nom officiel Estados Unidos Mexicanos

Superficie 1 964 375 km²

Population 111,2M d'hab.

Densité de population 56,61 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Ciudad de México - 8,7M d'hab. (Agglo. : 22M d'hab.)

Villes principales

Guadalajara - 4,2M d'hab.

Monterrey - 3,8M d'hab.

Puebla - 2,6M d'hab.

Régime politique République fédérale (31 États + District fédéral)

Chef d'État Felipe de Jesús Calderón Hinojosa (2006-2012)

Monnaie Peso (MXN)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

MEXIQUE		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		1 036,6	968,1	1 008,8
PIB (Δ %)		1,5	-6,6	4,2
PIB/hab. (\$)		9 322	8 706	9 072
Taux d'intérêt court* (%)		8,25	4,5	4,5
Taux d'inflation (Δ %)		6,5	3,6	4,9
Taux de chômage* (%)		4,25	5,9	5,94
Solde commercial (Md\$)		-16,84	-13,61	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		77,13	80,8	94,5
Dettes extérieures* (Md\$)		163,0	163,0	46,2
Taux de change (MXN) au 31/12	/USD	13,34	13,04	
	/EUR	19,45	18,66	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
29,6	64,3	6,1

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

MEXIQUE

Narcotrafic : un virage social ?

La ville martyre de Ciudad Juárez (frontière nord), tristement célèbre pour être l'une des cités les plus violentes du monde, a encore fait parler d'elle en février dernier avec le meurtre de 15 adolescents lors d'affrontements entre bandes rivales.

L'impact de cet énième événement tragique a provoqué la visite dans la ville du président **Felipe Calderón**, qui a eu des mots durs sur ce massacre avant de s'excuser auprès des familles des victimes. Le chef d'État s'est entretenu avec des habitants avant de proposer plusieurs mesures où l'aspect prévention est particulièrement présent avec notamment le développement des services d'éducation et de santé et la participation des citoyens à la sécurisation de leur ville.

Adeptes de la répression pour endiguer le phénomène de violence lié au narcotrafic, le président semble avoir mis de l'eau dans son vin et mise davantage sur le social. L'avenir dira si cette stratégie se révèle payante.

État du chômage

Fin 2009, le taux de chômage se situait à **5,3%** contre **4,3 %** fin 2008. Sachant que d'octobre à décembre 2009 il y avait 2,5 millions de personnes travaillant moins d'une heure par semaine, soit 583 999 personnes de plus qu'en 2008. Le taux de chômage dans les villes de plus de 100 000 habitants s'élevait en moyenne à **6,5%** et à **3,9%** dans les communautés rurales comptant moins de 2 500 habitants.

En plus des 2,5 millions de chômeurs mentionnés, le nombre de personnes sous-employées est monté à **3,9 millions** fin 2009 (+816 000 comparé à 2008).

Par ailleurs, on compte actuellement 12,6 millions de personnes travaillant « au noir », soit une hausse de 938 000 par rapport à 2008, ces personnes aux revenus irréguliers représentant **28,3 %** de la population active.

Mais parallèlement à ces phénomènes, 90 000 emplois ont pu être créés au cours du dernier trimestre de 2009.

PS : en 2009, il y avait au Mexique 50,6 millions de pauvres, mais compte tenu des suites de la crise économique, on s'attend à une aggravation de la situation en 2010.

PIB en baisse

En 2009, le PIB du Mexique a chuté de **6,6%** (la plus forte baisse depuis 1932) alors qu'il avait augmenté de 1,5% en 2008.

Dans le même temps, le PIB de l'**industrie** a enregistré une baisse de 7,3%, mais a généré plus d'un tiers du PIB nominal ; les secteurs de l'électricité, eau et approvisionnement en gaz ont augmenté de 1,15%. Les activités **tertiaires** (services) présentaient une baisse de 6,6%, due au recul du secteur du commerce (-14,4%), et ont représenté 62,5% du PIB nominal. De leur côté, les activités **primaires** (agriculture) ont connu une hausse de 1,8%, et ont apporté 4,3% au PIB nominal.

URUGUAY



FICHE PAYS

Nom officiel República Oriental del Uruguay

Superficie 176 215 km²

Population 3,5M d'hab.

Densité de population 19,86 hab./km²

Langue officielle Espagnol

Capitale Montevideo - 1,7M d'hab.

Villes principales

Salto - 100 572 hab.

Maldonado - 100 000 hab.

Paysandú - 86 000 hab.

Régime politique République

Chef d'État José Alberto Mujica Cordano (2010-2015)

Monnaie Peso (UYU)

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

URUGUAY		2008	2009	2010 ^P
PIB (Md\$)		13,6	13,8	14,4
PIB (Δ %)		8,9	1,5	4,3
PIB/hab. (\$)		3 977	4 035	4 114
Taux d'intérêt court* (Δ %)		7,25	8,0	6,25
Taux d'inflation (%)		9,2	5,9	7,2
Taux de chômage* (%)		7,0	6,4	6,3
Solde commercial (Md\$)		-2,8	0,87	Nd
Réserves internationales* (Md\$)		4,0	8,0	8,0
Dettes extérieures* (Md\$)		13,7	12,4	12,4
Taux de change (UYU) au 31/12	/USD	24,3	19,6	
	/EUR	34,8	27,37	

*Dernière donnée connue

Répartition de la population par âge (%)

0-14	15-64	≥65
22,7	64,0	13,3

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

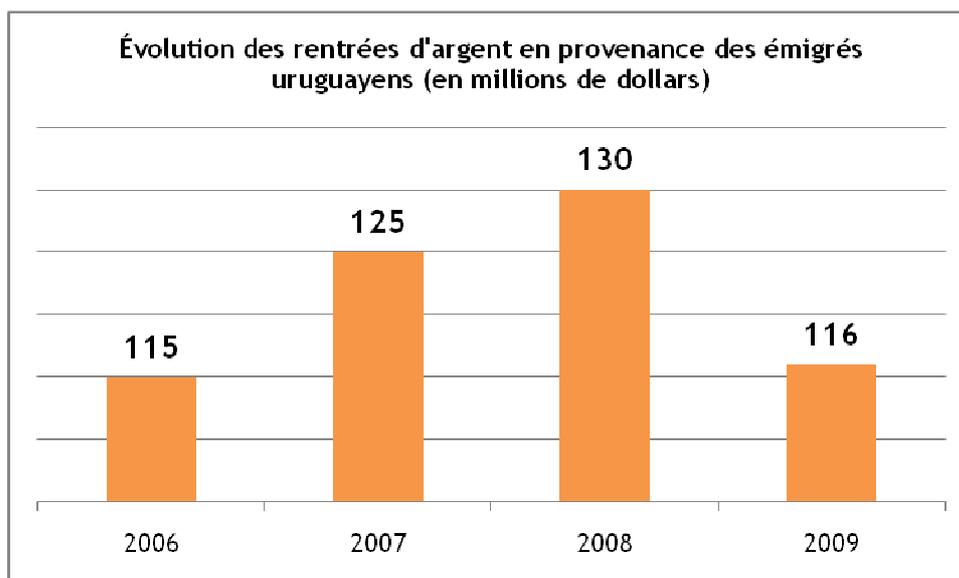
URUGUAY

Les priorités de la présidence MUJICA

Le lundi 1^{er} mars dernier a eu lieu la cérémonie de prise de pouvoir de José Mujica comme président de la République orientale de l'Uruguay.

Une semaine plus tard s'est tenu le premier conseil des ministres de la mandature, et à cette occasion, le nouveau président a défini trois dossiers prioritaires : les conditions d'entrée dans la fonction publique, l'enseignement et les prisons. À première vue, l'ancien dirigeant guérillero ne compte pas changer ses habitudes personnelles, les uruguayens l'ayant aperçu dans des restaurants en train de déjeuner avec son chauffeur et un collaborateur.

Coup de frein pour les *remesas*



PS : l'Uruguay fait partie des quatre pays latino-américains avec l'Argentine, le Brésil et le Venezuela dont le montant des *remesas* reçu représente moins de 1% du PIB.

Bon premier bimestre pour le commerce extérieur

En janvier-février derniers, les exportations de l'Uruguay se sont élevées à **840,4 millions de dollars** contre 773 millions de dollars durant la même période de 2009 (+8,72%). Les deux premiers secteurs d'exportations du pays, la viande et les céréales, ont respectivement enregistré une hausse de 3,49% et une baisse de 19,49% de leurs envois.

Dépenses publiques en augmentation

En 2009, les dépenses du gouvernement ont crû de **5,4%** en termes réels à **6,9 milliards de dollars**.

Sur ce montant, la sécurité sociale a représenté **36,8%** (2,54 milliards de dollars), les salaires **21,6%** (1,5 milliard de dollars), les intérêts de la dette **12,5%** (863 millions de dollars), les investissements **7,2%** (497 millions de dollars) et les paiements internationaux **6,3%** (435 millions de dollars).